

ET MAINTENANT...

DECIDONS DEVAQUET A NOS OCCUPATIONS

DE FACS ET DE LYCEES !

Voici le texte adopté par la coordination nationale étudiante réunie le Jeudi 27 Novembre à Jussieu.

Unanimité moins 7 abstentions

Motion présentée par les délégués de Caen

"Depuis le lundi 24 novembre, dans toute la France, les étudiants se sont mis en grève générale pour le retrait du projet de loi Devaquet.

Le jeudi 27 novembre, en province et à Paris, un million d'étudiants et de lycéens sont descendus dans la rue. La coordination nationale des étudiants constate que Devaquet maintient son projet et refuse d'entendre la voix de ceux et celles qui se prononcent contre la sélection.

En conséquence la coordination

1. se prononce pour la poursuite de la grève générale de l'Université, pour le retrait du projet Devaquet ;

2. appelle toutes les A.G. d'étudiants à discuter de l'organisation le lundi 1^{er} décembre de l'occupation de toutes les universités de France ;

3. lance l'appel solennel à tous les enseignants de France et à toutes les organisations pour qu'avec les lycéens, les étudiants et les personnels de l'Education nationale la grève générale de l'Education nationale soit organisée ;

4. à organiser une manifestation centrale le jeudi 4 décembre."



AUTRE-CHOSE se met en deux pages tous les jours pour informer, faire le point sur le mouvement et commenter.

Aucun étudiant ou lycéen ne peut se satisfaire de la Télé ou de la presse Hersant aux ordres de Chirac et Devaquet ou d'une presse de gauche qui voudrait bien voir le PS faire main basse sur une jeunesse reprenant la rue avec insolence et enthousiasme, cette même presse qui cherche à exorciser le fantôme d'un "Mai 68 trop vieux" !

De partout...

...et d'ailleurs

GRENOBLE

30.000 lycéens et étudiants à la manif qui a duré 4 heures.

Partie du campus, elle est descendue vers la gare pour finir sa (longue) course devant la mairie, histoire de demander des comptes à Carignon. Un comité central de grève existe.

Aujourd'hui, les AG auront lieu dans tous les lycées et facs, les délégués à la coordination nationale devant arriver vers 7 heures.

TOULOUSE

40.000 jeunes ont défilé dans la Ville rose, venus des lycées des facs et des LEP. une délégation a porté une motion au rectorat, exigeant le retrait du projet Devaquet.

TOURS

15.000 personnes. Plus de lycéens que d'étudiants. Il y a un comité de grève étudiant et des comités de grève lycéens associés aux étudiants. Un cercueil a été accroché aux portes de la préfecture symbolisant hautement le sort qu'entendaient réserver les jeunes à la loi Devaquet !

LYON

30.000 avec cette fois plus de lycéens que d'étudiants, na ! Super dynamique et sympa nous a-t-on dit. Une jolie scène : les étudiants étrangers ont préparé une pluie de confettis et la manif de scander : Etudiants français, étrangers même combat.

MARSEILLE

25.000 sous un soleil magnifique ! Là encore surtout des lycéens. Sympa, joyeux, coloré et pour finir, un sit-in sur le Vieux port peuchère. Aujourd'hui : coordination de tous les bahuts à la Fac de Saint-Charles. Coordination de rattrapage pour ceux qui auraient loupé, le samedi après midi.

BORDEAUX

20.000 pour faire la nique à Chaban. Et encore une fois, plus de lycéens que d'étudiants ! Une mention spéciale pour le lycée agricole de Blanquefort qui a fait cinquante kilomètres pour venir manifester. Autre mention d'honneur au lycée de Langon : plus de cent kilomètres.

RENNES

20.000 des lycées, facs et LEP. et 4.000 en plus à Saint Briec ! Combattif et sérieux nous dit le correspondant local. Aujourd'hui un appel à l'AG de toutes les facs est prévu.

STRASBOURG

18.000 le matin. Tous les lycées de la région étaient présents. A noter : un trac du GUD (beurk !) qui disait se solidariser avec le mouvement et nier tout rapports avec les individus qui ont sévi à Jussieu !

LE MANS

5.000 avant hier 26 novembre, ils avaient carrément une journée d'avance ! Et ils en ont profité pour faire

une boum à la fac. A marquer d'une pierre blanche : les bahuts privés étaient là. Bravo le privé !

BESANCON

10.000 étudiants z'et lycéens. Les syndicats de profs, SNES et SGEN ont appelé à la grève.

ET ENCORE

BELFORT : 3.000.
AMIENS : 10.000.
LA ROCHELLE : 3.000.
SAINT ETIENNE : 6.000.
LE PUY : 3.000.
ROANNE : 2.000.
MONTBELIARD : 4.000.
ORLEANS : 8.000.
LILLE : 20.000.
MONTPELLIER : 25.000.
BEAUVAIS : 2.500

ET PARIS ?

"On n'avait pas vu ça depuis 73", "la plus grosse manif depuis 68", voilà ce qu'on entendait au passage des cortèges jeudi 27 novembre. Alors que la tête de la manif était déjà devant l'Assemblée nationale, on en était encore à Montparnasse pour les groupes de queue. Toutes les facs parisiennes étaient présentes, massives, avec même une délégation d'Assas venue démontrer que dans cette fac également, il existe des étudiants contre la sélection. Les lycéens étaient venus nombreux, de toute la région parisienne, avec des délégations de province.

Rien à voir avec une "manif traîne-savate". Cette "explosion de la jeunesse", pour reprendre la formule de Monory lui-même, improvise et crée dans les slogans, les banderoles. On montre du doigt les autres attaques gouvernementales, et comme le disait cette banderole étudiante :

"**IMMIGRES-DROGUES -ETUDIANTS ; A QUI LE TOUR ?**" Deux incidents ont fait apparaître à quel point l'extrême-droite se trouve minorisée et rejetée dans cette grève, à l'inverse des mobilisations de 1983. Une escarmouche à coups de cocktails avec le GUD près d'Assas et un bras d'honneur de Le Pen à l'Assemblée à l'adresse des étudiants accompagné de cette phrase : "une certaine de provocateurs qui sont les mêmes que ceux de SOS Racisme". Merci Le Pen, tu fais de tout gréviste un anti-fasciste convaincu.

Cette manif et ce mouvement n'ont pas dit leur dernier mot ; c'est un véritable électrochoc pour tous ceux qui étaient trop pressés d'enterrer tout ce qui rappelle de près ou de loin certains événements qui ont fait voler des pavés... il y a une vingtaine d'années...



☆ Supplément à Rouge n° 1234.
☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.
☆ Gérant : Léon Crémieux.
☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.
☆ Tirage : 10 000 exemplaires.
☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☆ Commission paritaire 63922.



NOTRE FORCE ? LA DEMOCRATIE !

"Attention au danger de récupération politique !" De tous côtés, l'attention se porte sur ce point. Devaquet et les ministres de Chirac passent leur temps à mépriser le mouvement, "récupéré", voire suscité artificiellement par tel parti selon eux. En général, ils visent le PS. L'extrême droite, du GUD à Le Pen, hurlent à la gangrène marxiste, à la bande d'agitateurs anti-racistes qui manipuleraient le mouvement. Mais de quoi ont-ils peur, tous ceux qui insistent tant là-dessus ?

"Récupération" ? "Manipulation" ?

Mais tout le mouvement, qu'il soit lycéen ou étudiant, s'est quasi-immédiatement muni de l'antidote à toute récupération. Les assemblées générales, la mise en place des comités de grève, leur coordination sont autant de garanties démocratiques dans les mains de chaque lycéen, de chaque étudiant pour contrôler dans le détail l'engagement réel de tous en général et de chacun en particulier. Tous ceux qui ont intérêt à la réussite du mouvement ne peuvent qu'encourager, dans la mesure de leurs moyens, cette constitution de comités de grève élus, et la saine pratique du contrôle collectif. C'est en soi une sacrée garantie, que nous avons là. Manipulation, récupération, cela signifie que s'insère de manière artificielle dans le mouvement une formation qui y défend des intérêts distincts des lycéens et des étudiants, c'est-à-dire ses intérêts propres. Ce genre de choses, ça se voit. La possession exclusive du mouvement par celles et ceux qui le font tous les jours exprime une idée simple :

tout gréviste, organisé ou non, n'a de compte à rendre qu'au mouvement lui-même.

"Politique" ?

S'il s'agit de préciser la cible, tel parti ou tel syndicat qui manipule, pourquoi pas. Autre chose serait de ne pas voir une réalité énorme : l'injustice, l'inégalité et la sélection élitiste que rejette le mouvement sont la base d'une politique, libérale, qui déferle sur le pays et sa jeunesse depuis le 16 mars 1986. Qui prône la discrimination entre français et immigrés ? Qui, si ce n'est un gouvernement dont Devaquet n'est qu'une des têtes multiples ?

Et puis, comment éviter cette autre élémentaire vérité : le mouvement se bâtit contre le totalitarisme, contre le pouvoir absolu des mandarins, d'un ministre qui disposerait de la sélection pour faire le tri parmi nous. Nous lui opposons notre grève, nos comités, nos manifestations, notre détermination. Mais le débat, qui le refuse parmi nous ? Personne, au contraire. Et dans les assemblées générales, qui penserait une seconde refuser la parole à quelque gréviste que ce soit, quelle que soit son idée syndicale ou politique ? Cela, c'est notre conception du pluralisme dans le mouvement. Chacun s'exprime comme il le veut, pour peu qu'il construise avec tous le mouvement et sa démocratie active. Le débat d'idées fait partie intégrante de la démocratie et de l'unité dans le mouvement. Il représente même une garantie de sa vie. Au fond, la politique que nous voulons ressemble à notre mouvement : agissons ensemble avec nos différences.

PENDANT LA GREVE, LES RACISTES CONTINUENT...

Les expulsions se multiplient depuis septembre, les mesures de flicage sont renforcées et maintenant, Chalandon s'en prend au Code de la nationalité. Après le projet Devaquet, c'est cette réforme qui sera discutée au Parlement en décembre. Le 3 décembre à 20H30 à la Mutualité (métro Maubert Mutualité), des personnalités de Radio-Beur, SOS-Racisme, du MRAP, du journal La Baraka et d'autres militants anti-racistes appellent à un grand meeting. Une occasion de donner un premier avertissement à ce gouvernement raciste !

APRES LES JEUNES, LES FEMMES ?

Racisme, mesures anti-drogue, loi Devaquet et maintenant l'avortement ! L'Assemblée doit aussi discuter de la suppression du remboursement de l'avortement la semaine prochaine. Soixante dix sept députés du Front national, du RPR et de l'UDF viennent de s'associer pour tenter une nouvelle fois de supprimer le remboursement de l'avortement. Signalons que le prix d'une IVG est de 1.300 francs, une paille pour ces messieurs-dames qui ont du fric, pour les autres, la sélection par l'argent... là aussi. Une manif unitaire est prévue le 4 décembre, il y a urgence car les faites-des-enfants-pour-la-France veulent faire passer leur projet en douce !